

transformés ou non en protéines, aux nations de la terre. Je sais que cela peut se faire, devrait se faire et doit se faire. On ne peut pas se contenter de dire qu'il n'y a rien à faire à l'égard de l'agriculture. On pourrait, par exemple, verser dès maintenant aux petits agriculteurs du Canada un paiement pour emblavures. S'ils étaient calculés d'après le coût de la vie au moment de la création de tels versements en 1959, il faudrait les doubler aujourd'hui. Même \$400 seraient d'un grand secours. Aucun service administratif onéreux ne serait requis. Tout ce qu'il faut à ces gens, c'est un livret de permis. Si le gouvernement veut gaspiller de grosses sommes en frais d'administration, libre à lui, mais ce n'est pas nécessaire.

On pourrait changer une ou deux lois sur l'agriculture. Plutôt que d'attendre que le cultivateur ait mis son blé en silo, on pourrait lui prêter de l'argent suivant la surface qu'il espère pouvoir récolter. Pourquoi attendre que ce soit le désastre? Pourquoi ne pas lui consentir un petit crédit pour faire sortir la denrée? Je connais bien des cultivateurs du Nord de l'Alberta qui loueraient une machine à sécher les céréales s'ils avaient l'argent nécessaire. Ils sont dans une situation catastrophique, même si quelques centaines de dollars les empêcheraient d'avoir à recourir à l'assistance publique et leur permettraient de tenir.

• (4.10 p.m.)

J'ai lu récemment dans les journaux des nouvelles qui m'inquiètent. Apparemment, nous ne sommes plus consultés au Canada; on nous dit ce qu'il faut faire. Certaines choses qui nous sont dites me font dresser les cheveux sur la tête. Par exemple, que le gouvernement devrait acheter toutes les terres stériles au Canada. Je ne suis pas d'accord. Qu'est-ce qu'une terre stérile de toute façon et qui va décider ce qui constitue une terre stérile? J'ai l'impression que cette idée est d'inspiration socialiste et je ne pense pas qu'elle émane du grand parti libéral. Je pense qu'elle vient de gens qui avouent être socialistes. Elle pourrait réussir, mais je ne le crois pas. Mais soyez honnêtes à ce sujet. Les honorables vis-à-vis veulent-ils socialiser les terres au Canada? S'ils le veulent, qu'ils le disent et qu'ils se fassent élire si les Canadiens sont en faveur. Qu'ils ne le fassent pas furtivement et qu'ils ne nationalisent pas certaines étendues de terrain et non pas d'autres.

Chaque fois que j'ai pu approuver un projet de loi—ce qui m'a paru difficile parfois—je l'ai fait parce que tous les Canadiens étaient traités de la même façon. C'est le

principe qui m'inspirait lors du vote sur le bill relatif à la pension de vieillesse. Je n'apprécie pas l'évaluation des moyens. Reproduisez bien dans le hansard ce que je vais dire: l'évaluation des moyens est un moyen détestable. Si le gouvernement du Canada veut être généreux, il peut l'être à l'égard de nous tous. En ce qui me concerne, un millionnaire a autant droit à la pension de vieillesse que les autres; il a probablement travaillé beaucoup plus fort que tous ceux qui la reçoivent. A mon avis, l'évaluation des ressources est beaucoup plus injuste et coûteuse que toute autre mesure inscrite dans les statuts.

Nous voulons tous réduire la pauvreté le plus possible. Dans les journaux partisans—peut-être ne pourrait-il pas en exister d'autre sorte—les journalistes accusent notre leader, le député d'Halifax (M. Stanfield) de soutenir l'idée d'un revenu garanti. Le seul revenu garanti pour lequel je voterais—je parle ici en mon nom personnel—est celui qu'on donnerait en retour d'un travail garanti. Je n'ai jamais approuvé un revenu garanti sans travail en contre-partie et je ne le recommanderais certes pas pour ceux qui passent le plus clair de leur temps à esquiver leur devoir civique, plutôt que d'essayer de faire œuvre constructive pour eux-mêmes ou pour leurs compatriotes. Il est et il sera toujours raisonnable de payer un juste salaire pour une journée de travail bien remplie.

J'ai été déçu d'entendre certaines gens imputer aux syndicats ouvriers la plupart des ennuis du Canada aujourd'hui. C'est absurde. S'il n'y avait pas les syndicats, une foule de gens seraient encore dans un quasi-esclavage. C'est l'abus du pouvoir syndical qui est regrettable et il nous appartient, au Parlement, de voir que ces abus du patronat ou des syndicats ne restent pas impunis. Ce serait excellent, à mon avis, si les employeurs tentaient parfois de prévenir une grève en apportant les réformes qui, ils le savent, n'ont que trop tardé. Cela ferait du bien par exemple que l'administration convoque un jour son personnel et lui dise: «Ma foi, nous avons réalisé un joli profit cette année, un profit de 54 millions de dollars. Sur ce montant, combien pensez-vous devoir toucher comme prime au travail et comme moyen de vous assurer contre les grèves pendant quelques années?»

Une voix: Cinquante-cinq millions.

M. Bigg: La chose se fait en Angleterre, notamment dans les maisons Rowntrees et Fry, dont les noms sont familiers à tous les